

ARRETE DU MAIRE

N° 2025-399

POLICE MUNICIPALE

Réf. : SB/JL

Objet : Stationnement réservé Entreprise ROGUIN, Parking Henri Dunant, du vendredi 31 Octobre au lundi 3 Novembre 2025.

Le Maire de la Commune de Châteaurenard,

Vu les articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu les articles L 325-1 et L325-2, L 411- 1 et suivants, R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R411-25 à R 411-28 et R 417-10 du Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel en date du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - Huitième partie - signalisation temporaire) - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté du Maire N°2021-243 du 06 Décembre 2021 accordant délégation de fonction à M. CHAUVET Eric, 2^{ème} Adjoint au Maire pour la Sécurité – Prévention,

Considérant L'exposition de véhicules anciens sur l'Avenue Marx Dormoy dans le cadre de la foire du 1^{er} Novembre,

Considérant qu'à cette occasion, l'Entreprise ROGUIN prête son parking privé à l'association « Les Tours Moteurs »

Considérant qu'à cet effet, il est nécessaire de réserver 3 places de stationnement sur le parking Henri Dunant à l'entreprise ROGUIN,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

Le **stationnement** est interdit à tous les véhicules **Parking Henri Dunant**, sur 3 emplacements (**Réservé aux véhicules de chantier de l'Entreprise ROGUIN**) :

➤ Du vendredi 31 Octobre 2025 à 11H00 au lundi 3 Novembre 2025 à 8H00.

ARTICLE 2 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est passible des sanctions pénales en vigueur.

La verbalisation n'est pas exclusive d'une mise en fourrière conformément aux dispositions des articles L.325-1 et L.325-2 du Code de la Route.

.../...

ARTICLE 3 :

Conformément aux articles R421-1 et R421-5 du Code de Justice Administrative, la présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif territorialement compétent, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication, notification et transmission en Préfecture.

ARTICLE 4 :

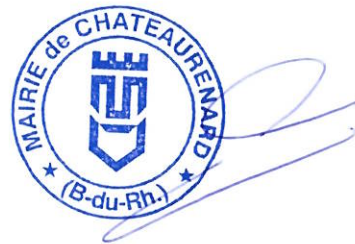
Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable de la Police Municipale et Messieurs les Commandants de la Brigade de Gendarmerie et du P.S.I.G sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie,
- Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
- Entreprise ROGUIN.

Châteaurenard, le 13 octobre 2025

Eric CHAUVET

Adjoint au Maire délégué à la Sécurité



Date de publication sur le site internet de la Ville :

14 OCT. 2025

Date de Notification :

Date de transmission du contrôle de légalité :